



# We are Able! Dossiers de plaidoyer



The Hague Academy for  
local governance



Funded by  
Ministry of Foreign Affairs

# We are Able! Dossiers de plaidoyer

## À propos de We are Able!

Les personnes handicapées sont vulnérables en termes de sécurité alimentaire, conclut l'ONU.<sup>1</sup> Le programme We are Able! permet aux personnes handicapées de défendre leur droit à l'alimentation, à la terre et aux moyens de subsistance. Elles peuvent ainsi subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille et être des membres appréciés et respectés de leur communauté. Pour créer cet environnement favorable aux personnes handicapées, il convient d'adopter et de mettre en œuvre des politiques et des lois qui garantissent l'accès à l'alimentation des personnes handicapées.

We are Able! est un programme financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas qui se concentre sur le renforcement des voix des personnes handicapées afin d'atteindre un niveau de sécurité alimentaire plus élevé. Le programme a débuté en 2021 et se poursuivra jusqu'en 2025. We are Able! est mis en œuvre dans 6 pays : Burundi, République Démocratique du Congo, Éthiopie, Soudan du Sud, Soudan et Ouganda. Le programme travaille avec les organisations de personnes handicapées (OPH) ainsi qu'avec les gouvernements locaux, afin d'assurer un environnement favorable aux personnes handicapées et d'améliorer leur accès à la nourriture. Nous étendons les connaissances et les leçons apprises au niveau national, où les décideurs politiques peuvent prendre des décisions qui ont un impact pour améliorer la sécurité alimentaire des personnes handicapées.

Dans le cadre de l'initiative We are Able!, nous avons rassemblé de nombreuses bonnes pratiques issues de plusieurs années d'expérience afin de présenter les types de mesures politiques et juridiques qui ont permis d'atteindre notre objectif. Ces cas sont des recommandations plus pratiques qui s'ajoutent aux recommandations générales existantes dans notre document de position.<sup>2</sup> Nous vous invitons à lire nos approches et à chercher comment les intégrer dans vos politiques en matière de sécurité alimentaire.

Ce document contient cinq de ces cas de plaidoyer:

1: Droits fonciers inclusifs pour les personnes handicapées	1
2: Processus budgétaire inclusif pour une sécurité alimentaire inclusive	5
3: Planification intégrée participative (PIP) pour une sécurité alimentaire inclusive	8
4: Accès au financement pour les personnes handicapées via des organisations de la société civile inclusives sur la sécurité alimentaire	10
5: Rendre les programmes gouvernementaux de sécurité alimentaire accessibles aux personnes handicapées	13

<sup>1</sup> Directives politiques pour des objectifs de développement durable inclusifs : ALIMENTATION ET NUTRITION (ohchr.org)

<sup>2</sup> [https://weareable.ngo/wp-content/uploads/2023/06/ZOA\\_WaA-Position-Paper\\_A5\\_72300656-1.pdf](https://weareable.ngo/wp-content/uploads/2023/06/ZOA_WaA-Position-Paper_A5_72300656-1.pdf)

# 1: Droits fonciers inclusifs pour les personnes handicapées

## Favoriser la sécurité alimentaire en garantissant l'accès des personnes handicapées à la terre

Dans plusieurs pays où notre programme est mis en œuvre, notamment en Ouganda, en République Démocratique du Congo et au Burundi, nous avons constaté qu'il était difficile pour les personnes handicapées de posséder leur propre parcelle de terre. La possession d'un terrain peut, si d'autres éléments clés tels que la fourniture de semences et d'appareils d'assistance sont assurés, permettre aux personnes handicapées de cultiver des produits qu'elles peuvent soit consommer elles-mêmes avec leur famille, soit vendre sur le marché local. Si les droits fonciers sont garantis (c'est-à-dire qu'une personne a un accès continu à une parcelle de terre), elle investira plus de temps et de ressources dans la parcelle de terre, la rendant ainsi plus productive. Par conséquent, garantir les droits fonciers des personnes handicapées est une approche efficace pour améliorer la sécurité alimentaire des personnes handicapées et de leurs familles.

## Contexte : Obstacles à la propriété foncière pour les personnes handicapées

1. Pour les personnes handicapées, les difficultés d'accès aux droits fonciers sont étroitement liées à la **façon dont elles sont perçues** au sein de leur famille et de leur communauté. Les personnes handicapées sont souvent considérées comme des incapables et des sujets de solidarité, en particulier lorsqu'il s'agit de pratiquer l'agriculture. Cette perception fait que les personnes handicapées sont souvent négligées lorsqu'il s'agit de l'héritage de la terre. Elles ne sont pas considérées comme une partie légale et leur droit de gérer la terre peut être refusé et donné aux autres membres de la famille à leur place. Dans les rares cas où les personnes handicapées se voient accorder un lopin de terre, elles ont tendance à obtenir les parties les plus mauvaises et les plus infertiles.
2. En outre, les **procédures gouvernementales d'enregistrement et de certification de la propriété foncière** peuvent également constituer un obstacle pour les personnes handicapées. Au Burundi, par exemple, la présence physique est requise à plusieurs étapes du processus d'enregistrement. En outre, les coûts de l'enregistrement et de la certification elle-même peuvent constituer un obstacle pour les personnes handicapées, qui vivent souvent dans une extrême pauvreté. Enfin, les procédures d'enregistrement inadéquates empêchent les personnes handicapées d'hériter de la terre, car elles ne sont pas reconnues comme des individus pleinement indépendants.
3. Troisièmement, le **manque d'information sur les procédures gouvernementales** en matière de droits fonciers constitue un obstacle à l'héritage, à l'acquisition, à l'achat et à la propriété de terres pour les personnes handicapées. S'il s'agit déjà d'un obstacle pour les personnes non handicapées, les personnes handicapées sont confrontées à des défis encore plus importants parce que les gens ne reconnaissent pas l'importance de les informer sur ces procédures. De plus, comme nous l'avons vu en République Démocratique du Congo par exemple, les supports de communication ne sont pas adaptés aux différents types de handicaps, y compris ceux qui affectent la visibilité.





Photo: McWilliams Wasswa

4. **La position des femmes** handicapées constitue un obstacle intersectionnel qui s'ajoute aux points mentionnés. Au Burundi, une femme n'a pas le droit formel de posséder des terres. Elle est donc confrontée à un double obstacle : celui d'être une personne handicapée et celui d'être une femme. Cet obstacle, combiné aux autres barrières mentionnées ci-dessus, accroît le risque d'insécurité alimentaire pour les femmes handicapées.

### **Notre approche**

Dans le cadre du programme We are Able!, nous avons organisé plusieurs initiatives visant à atténuer les obstacles susmentionnés. Les points ci-dessous décrivent notre approche. Dans le paragraphe suivant, nous expliquerons comment les agences gouvernementales peuvent s'inspirer de notre approche et l'intégrer dans leurs propres pratiques.

- **Sensibilisation**

Au niveau local, nous avons organisé des sessions de sensibilisation aux droits légaux et à l'inclusion des personnes handicapées en ce qui concerne les droits fonciers. La sensibilisation accrue de la communauté qui en a résulté a permis d'accroître la participation et la prise en compte des personnes handicapées. En Ouganda, nous avons constaté que les perceptions négatives dans les zones de projet ont diminué, ce qui a permis aux personnes handicapées de participer au partage des terres. En outre, les ménages reconnaissent désormais l'importance des personnes handicapées au sein des familles et les considèrent comme des ressources précieuses lorsqu'ils élaborent des plans. En outre, la garantie des droits fonciers permet aux personnes de demander un crédit ou une hypothèque, ce qui favorise les investissements dans d'autres domaines afin d'améliorer la sécurité alimentaire. Les personnes

handicapées sont également plus conscientes de leurs droits et de l'importance de la terre, ce qui se traduit par une augmentation de l'enregistrement des terres de leur propre initiative.

- Formation des fonctionnaires du service des droits fonciers

Outre la sensibilisation des communautés, nous avons approché les responsables des villages et des communautés en leur proposant des sessions de formation. Cela permet de s'assurer que les pratiques courantes au sein de la communauté n'entravent pas l'accès à la terre des personnes handicapées. Nous avons sensibilisé les fonctionnaires aux droits des personnes handicapées. Nous avons approché et formé des fonctionnaires gouvernementaux en collaboration avec des OPH locales dont la capacité à défendre leurs droits avait été renforcée au préalable. Les engagements précédents ont assuré des collaborations durables entre la société civile locale et les fonctionnaires dans le domaine des droits fonciers. Cela a permis aux personnes handicapées de payer en plusieurs fois les certifications de leurs droits fonciers.

- Femmes handicapées

Des messages spécifiques concernant la position des femmes handicapées ont été élaborés et communiqués aux communautés et aux gouvernements locaux. Nous avons constaté que les femmes sont sous-représentées dans les services de droits fonciers et nous nous sommes penchés sur cette question. Au Burundi, nous avons sensibilisé les femmes à la possibilité d'être enregistrées sur un certificat de mariage légal, en plus de l'enregistrement de leur mari. Nous nous sommes également engagés auprès des autorités publiques pour les inciter à faire connaître cette possibilité à la population de leurs districts, afin qu'un plus grand nombre de femmes s'en prévalent.

### **Recommandations politiques au niveau national**

Comme l'a montré notre approche, les changements - petits et grands - ont considérablement amélioré l'accès à la terre et le respect des droits des personnes handicapées. Nous pensons que l'adoption de politiques et de lois favorables au niveau national pourrait encore accroître l'inclusion des personnes handicapées dans les procédures relatives aux droits fonciers.

**Notre première recommandation** est de diffuser une instruction politique. Un excellent moyen de formaliser l'inclusion des personnes handicapées dans les autorités locales chargées des droits fonciers est de rédiger une instruction politique à l'intention des services chargés des droits fonciers au niveau national, qui sera distribuée au niveau local. La tâche du niveau local est d'incorporer les instructions politiques dans les manuels existants sur les droits fonciers. Une telle instruction politique devrait contenir les aspects suivants:

- » Les membres de la communauté et de la famille devraient prendre note des droits et des capacités des personnes handicapées, afin qu'elles soient mieux acceptées dans la propriété foncière.

- » En raison de leur situation économique, les personnes handicapées devraient pouvoir payer en plusieurs fois les procédures d'enregistrement foncier.
- » Les personnes handicapées devraient avoir la possibilité d'hériter des terres. Elles sont des personnes juridiquement indépendantes en vertu du droit (inter)national et ne devraient pas être exclues des processus de succession.
- » Les personnes handicapées devraient avoir le droit de demander un prêt ou une hypothèque pour acquérir un lopin de terre. Avec le produit de la terre, elles peuvent rembourser ce montant.
- » Le manuel doit être rédigé en étroite collaboration avec le comité des droits fonciers.

**Notre deuxième recommandation** est de formaliser l'option pour les femmes d'être inscrites sur les certificats de mariage. Ce certificat donne aux femmes une preuve légale de leur propriété foncière dans le cadre de leur mariage. Cela permettra de lutter contre la discrimination des femmes dans l'accès à la terre et permettra aux femmes (handicapées) de participer aux activités économiques du ménage. Nous pensons que cette possibilité devrait être adoptée dans le droit national, de sorte que les femmes (handicapées) puissent s'appuyer sur leur certificat comme preuve légale de leur propriété foncière.

**Notre troisième et dernière recommandation** en matière de politique est peut-être la plus importante. Il est crucial qu'un dialogue soit maintenu entre le gouvernement et les groupes existants du secteur des droits fonciers qui travaillent sur les droits fonciers (inclusifs). Les comités des droits fonciers au niveau local et national sont également essentiels pour être inclus dans la discussion avec les personnes handicapées. Les représentants du gouvernement devraient continuer à dialoguer avec les organisations de personnes handicapées afin d'être conscients des obstacles et des défis auxquels sont confrontées les personnes handicapées. La devise des personnes handicapées est «rien sur nous sans nous», et nous devrions tous la respecter.

## 2: Processus budgétaire inclusif pour une sécurité alimentaire inclusive

### Le cas du Sud-Soudan : une approche pour favoriser une sécurité alimentaire inclusive

Dans de nombreux pays les participant au projet We are Able!, les bureaux gouvernementaux proposent des programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire dans l'ensemble de leur pays. Les politiques et leurs budgets sont fournis au niveau national, et les autorités régionales et locales sont responsables de la mise en œuvre des stratégies gouvernementales. Pour que ces politiques soient efficaces, il est important de contrôler les allocations budgétaires et la planification. Si la planification et la distribution du budget sont efficaces, il sera possible d'atteindre davantage d'individus et de ménages. Les personnes handicapées bénéficient d'un bon budget, car cela signifie qu'elles ont plus de possibilités de participer à ces programmes gouvernementaux. Au Sud-Soudan, le programme We are Able! a engagé des discussions avec le gouvernement national et les gouvernements des États pour s'assurer que la planification budgétaire et la mise en œuvre des programmes de sécurité alimentaire permettent d'atteindre les personnes handicapées.



Photo: Jessica Blum



## Contexte: Situation des personnes handicapées au Sud-Soudan

Le programme We are Able! a réalisé une étude en 2022 dans laquelle il a cartographié les obstacles auxquels les personnes handicapées sont confrontées pour accéder à l'alimentation.

Ces obstacles sont présents dans de nombreux pays participant au programme We are Able!

Ces obstacles sont les suivants:

- Au Sud-Soudan, les personnes handicapées sont souvent stigmatisées au sein de leur propre communauté, ce qui les empêche de participer à la vie publique, y compris aux activités économiques. Par conséquent, les personnes handicapées dépendent des membres de leur famille pour se nourrir. En raison de la pénurie alimentaire, les personnes handicapées sont en situation d'insécurité alimentaire.
- Au Sud-Soudan, un autre obstacle spécifique à la participation des personnes handicapées à la vie publique est le manque d'appareils d'assistance. L'indisponibilité de ces appareils, due à une offre limitée ou à des prix trop élevés, crée des obstacles physiques qui empêchent les personnes handicapées d'accéder aux infrastructures publiques, aux environnements de travail ou aux marchés. Cette situation entrave l'accès des personnes handicapées à la nourriture.

## Notre approche

Au Sud-Soudan, l'équipe de We are Able! s'est rendu compte que l'amélioration de l'efficacité du processus budgétaire permettrait d'accroître l'inclusion des personnes handicapées dans les opportunités de sécurité alimentaire. C'est pourquoi les OPH ont discuté avec les autorités gouvernementales à différents niveaux. Ces discussions ont notamment porté sur les points suivants:

- La reconnaissance en tant qu'organisation représentative des personnes handicapées  
La Jonglei Disability Organization a entamé des discussions avec les autorités nationales et étatiques afin d'examiner les difficultés rencontrées par les personnes handicapées en matière de sécurité alimentaire. Cela a conduit le gouvernement à reconnaître l'organisation régionale des personnes handicapées pour représenter les personnes handicapées et plaider en leur faveur lorsqu'il s'agit d'inclusion dans les services gouvernementaux.
- Les discussions sur la planification budgétaire  
Grâce à la reconnaissance susmentionnée, les OPH ont pu faire valoir l'importance d'une budgétisation inclusive pour la sécurité alimentaire. Les acteurs politiques au niveau national ont pour la plupart compris l'importance de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance pour les personnes handicapées et ont alloué un budget pour soutenir les initiatives agricoles en leur faveur, pour lesquelles les personnes ont été sélectionnées en collaboration avec les OPH. Les discussions au niveau des États se sont concentrées sur la garantie que le budget était alloué aux participants au projet les plus appropriés, en particulier aux personnes handicapées qui ont été négligées dans ces programmes pendant longtemps.



- Les discussions après l'exécution du budget

Après que le budget a été alloué à l'intervention de sécurité alimentaire, des discussions ont à nouveau eu lieu pour évaluer l'allocation. Lors de ces discussions, il a été noté que de nombreuses personnes handicapées n'étaient toujours pas en mesure de participer aux programmes, en raison du manque d'appareils fonctionnels. Le gouvernement a malheureusement indiqué qu'il n'y avait pas assez de budget pour soutenir les appareils d'assistance, car les autorités gouvernementales ne reçoivent pas de salaires en ce moment et c'est leur priorité. En outre, le budget n'est disponible que dans le chiffre, mais pas dans la liquidation. Il devrait donc être prioritaire, dès que le budget sera disponible, de fournir des appareils d'assistance aux personnes handicapées, car ils constituent aujourd'hui le principal obstacle à leur participation à la société.

### **Recommandations spécifiques**

Notre principale recommandation, qui découle de l'expérience du Sud-Soudan concernant le processus budgétaire, est que les organisations de personnes handicapées (OPH) devraient être une partie prenante clé de la planification, de l'allocation et du suivi du budget. Le cas du Sud-Soudan a montré que l'implication des OPH a conduit à une plus grande inclusion des personnes handicapées dans les programmes de sécurité alimentaire. Nos recommandations spécifiques pour assurer une collaboration fructueuse dans le processus budgétaire sont les suivantes :

1. Faire preuve de transparence dans les évaluations budgétaires:

L'amélioration de la transparence permet aux organisations de la société civile, telles que celles actives dans le cadre du programme We are Able! d'enquêter sur les allocations budgétaires, la mise en œuvre et l'évaluation. Ce travail leur permettra d'aider les agences gouvernementales avec des informations dans leur processus budgétaire. Nous pensons et avons prouvé que cela conduit à plus d'efficacité et d'efficience.

2. Les personnes handicapées devraient être une priorité dans la planification budgétaire:

L'insécurité alimentaire est très répandue chez les personnes handicapées. La planification budgétaire devrait se faire avec les organisations de personnes handicapées et viser à les inclure dans les budgets de sécurité alimentaire. L'engagement pris par les États membres de l'Union Africaine d'allouer 10 % de leur budget national à l'agriculture constitue un bon point de départ. L'inclusion des personnes handicapées dans ces allocations leur apporterait un soutien considérable. Pour soutenir cette allocation budgétaire, les gouvernements devraient fournir des appareils d'assistance aux personnes handicapées, car leur absence entrave leur participation à la société.

3. Les personnes handicapées devraient faire partie des comités budgétaires sectoriels:

Dans les comités d'examen existants par secteur, le gouvernement et les participants existants devraient inviter les personnes handicapées, organisées en associations, à participer aux évaluations budgétaires. Cela doit se faire au niveau national (avec les OPH au niveau national) et au niveau des États. Les points focaux pour le genre et l'inclusion au niveau national devraient prendre la responsabilité de s'assurer que cela se produise, car les femmes handicapées sont parmi les plus vulnérables.



Photo: Lieuwe de Jong

### 3: Plan Intégré du Paysan (PIP) pour une sécurité alimentaire inclusive

#### **L'approche PIP : la pleine participation des ménages aux activités agricoles**

Bien que les niveaux d'insécurité alimentaire soient élevés en RDC, le pays dispose de terres fertiles et d'abondantes ressources en eau. Il possède suffisamment de ressources naturelles pour être autosuffisant en matière de production alimentaire. Cependant, diverses causes sous-jacentes telles que le conflit dans l'Est de la RDC, le manque d'infrastructures, le faible accès à des intrants de qualité et au financement, ainsi que l'impact du changement climatique sur les températures et les régimes pluviométriques, constituent des défis majeurs pour les personnes qui souhaitent se nourrir correctement et nourrir leur famille. Ces défis sont encore plus importants pour les personnes handicapées, et en particulier pour les femmes handicapées. Le seul moyen de briser le cycle et d'inverser ces tendances est d'aider les familles rurales à accroître leur résilience et leur productivité.<sup>3</sup>

#### **Contexte : Les personnes handicapées exclues de la chaîne de production alimentaire**

Les personnes handicapées sont confrontées à des obstacles physiques pour leur sécurité alimentaire. Dans les zones de mise en œuvre du programme We are Able! en RDC, l'insuffisance des infrastructures routières rend les déplacements difficiles pour les personnes handicapées.

Par conséquent, les personnes handicapées ne peuvent pas acquérir des semences qui résistent aux conditions climatiques difficiles, ni vendre leurs produits sur les marchés. De plus, en raison de l'érosion des terres, les agriculteurs doivent effectuer des travaux physiques et pénibles pour rendre la terre fertile. Ce travail de conservation de la terre est souvent impossible pour les personnes handicapées. Par conséquent, les personnes handicapées sont exclues de la chaîne de production alimentaire et ont une sécurité alimentaire limitée.

Nous avons utilisé l'approche PIP en Ouganda, au Burundi et en RDC comme méthode pour surmonter nombre de ces défis. Elle s'est avérée efficace et, avec le soutien adéquat du gouvernement national, le PIP peut être une bonne approche pour favoriser une plus grande sécurité alimentaire inclusive parmi les personnes handicapées.

### **Notre approche**

L'approche du Plan Intégré du Paysan (PIP) est une approche qui a été largement utilisée dans le cadre du programme We are Able! Il s'agit d'une approche ascendante inclusive qui encourage la gestion de l'environnement et les pratiques agricoles durables et respectueuses du climat. Elle incite les agriculteurs à s'attaquer à la dégradation des sols et à investir dans la gestion durable des terres. Cette approche, qui s'est principalement concentrée sur le niveau des ménages, vise à impliquer tous les membres du ménage dans l'élaboration d'un plan agricole pour le ménage. En tant que telle, elle a facilité l'intégration et l'inclusion des personnes handicapées dans leurs ménages. L'approche clé de la méthode PIP consiste à élaborer un plan agricole avec tous les membres du ménage, ce qui permet à l'ensemble du ménage de dresser une liste des biens qu'il possède, de sorte que tous ces moyens et biens puissent être utilisés pour atteindre un certain objectif. Cet objectif est formulé sur la base de la contribution de tous les membres du ménage, y compris les femmes et les hommes handicapés. Les résultats de notre approche sont les suivants:

- L'implication des personnes handicapées dans les plans des ménages dans le cadre de l'approche PIP a permis de réduire leur stigmatisation et de mieux comprendre leur potentiel en tant qu'atout à exploiter dans le cadre de la collaboration aux pratiques agricoles.
- Grâce à la formation PIP, les communautés connaissent mieux les personnes vivant avec un handicap dans leurs communautés et les impliquent dans les discussions communautaires sur les questions de développement. Dans certains cas, l'approche PIP a été étendue au niveau du village, où tous les membres d'un village ont développé conjointement une vision pour leur propre village, dans laquelle toutes les voix ont été entendues. Les personnes handicapées font désormais partie des activités génératrices de revenus et des groupes d'épargne et de prêt au niveau du village.
- Grâce à la participation active des personnes handicapées aux sessions de formation PIP, leur estime de soi a été renforcée et elles sont plus conscientes de leurs propres forces et opportunités. Elles développent maintenant des visions d'avenir pour elles-mêmes grâce à une motivation intrinsèque.

## Recommandations spécifiques

Avec le soutien adéquat des autorités gouvernementales à plusieurs niveaux, le PIP peut être un bon moyen d'améliorer la sécurité alimentaire des personnes handicapées davantage et à plus grande échelle. Pour y parvenir, nous formulons les recommandations suivantes à l'intention des décideurs politiques :

1. Les autorités institutionnelles devraient **permettre de créer un environnement favorable à l'approche PIP**. Les gouvernements locaux doivent fournir des lieux de formation et suivre la progression des plans domestiques. En outre, les fonctionnaires de l'agriculture doivent être informés de cette approche et des acteurs qui la mettent en œuvre et y participent.
2. Soutenir des approches telles que le PIP en **fournissant des ressources pour relancer les pratiques agricoles**. Les ONG telles que celles actives dans le cadre du programme We are Able! devraient collaborer avec les autorités locales, régionales et nationales pour s'assurer que les ménages ne sont pas seulement formés, mais qu'ils reçoivent également les ressources nécessaires pour tirer parti de cette formation. Les ministères de l'agriculture devraient fournir ces ressources, telles que des semences, des outils ou des microcrédits.



# 4 : Accès au financement pour les personnes handicapées par le biais d'organisations de la société civile inclusives sur la sécurité alimentaire

## Donner aux participants au projet les moyens de défendre les services financiers dans la lutte pour la sécurité alimentaire

Au Soudan, nous avons trouvé un moyen particulier de renforcer la position des personnes handicapées en termes de sécurité alimentaire. Cette approche pourrait être utilisée à un niveau plus général et être adoptée par les décideurs politiques. Mais avant d'expliquer l'approche, il est important de comprendre la situation des personnes handicapées. Ce cas traite spécifiquement des conditions au Soudan, mais celles-ci peuvent être généralisées à d'autres pays de la région.

### Contexte : La situation économique défavorable des personnes handicapées

- Les personnes handicapées ne reçoivent souvent pas d'éducation adéquate, ce qui constitue un obstacle à l'obtention d'un emploi leur permettant d'assurer un revenu à leur famille. L'éducation est souvent une étape nécessaire pour assurer une meilleure sécurité alimentaire.
- Certaines personnes handicapées occupent des emplois informels, par exemple des emplois marginaux sur les marchés locaux. Ces emplois restent cependant informels, car elles ne sont souvent pas soutenues par le gouvernement pour s'engager dans l'éducation formelle, les emplois ou les activités agricoles.
- Certains programmes gouvernementaux existent pour soutenir les personnes handicapées, par exemple en les formant à des activités génératrices de revenus et en leur offrant de petites subventions pour créer une entreprise. Toutefois, ces programmes d'aide sont trop modestes pour accroître suffisamment la sécurité alimentaire des personnes handicapées.
- Avant le programme We are Able!, les personnes handicapées étaient sous-représentées dans les associations ou initiatives existantes en matière de sécurité alimentaire. Elles n'étaient pas organisées en tant que groupe dans la société et n'étaient donc pas en mesure de défendre leurs intérêts.

### Notre approche

Le programme We are Able! se concentre sur l'organisation d'un changement durable. En établissant, en habilitant et en renforçant les organisations de personnes handicapées (OPH) afin qu'elles défendent leurs droits, mais aussi en faisant en sorte que les OSC de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance (SECAL) intègrent davantage les personnes handicapées. Cette stratégie s'est avérée efficace pour ouvrir des opportunités et libérer le potentiel des personnes handicapées afin qu'elles deviennent des membres productifs de la société. Elles sont ainsi moins dépendantes de l'aide, qu'elle provienne des institutions ou de leur famille, ce

qui accroît leur estime de soi et leur valeur pour la communauté. Nous avons créé des organisations de la société civile (OSC) qui se concentrent sur des interventions de sécurité alimentaire inclusives. Ces OSC se concentrent spécifiquement sur l'inclusion des personnes handicapées et ont plaidé en faveur de services financiers inclusifs.

Notre approche comprend trois étapes :

1. La mise en place d'organisations de la société civile pour une sécurité alimentaire inclusive  
Dans le cadre du programme We are Able!, 94 OSC de SECAL inclusives ont été créées. Ces organisations de la société civile comptent ensemble 2 941 membres, dont plus de 40 % (1 244 membres) sont des personnes vivant avec un handicap. De nombreuses personnes handicapées, y compris des femmes, sont des membres actifs de ces associations et sont représentées aux postes les plus élevés de toutes ces OSC de SECAL, notamment à la présidence, au secrétariat général et à la trésorerie. Un système de base de données a été mis en place afin d'enregistrer ces associations de sécurité alimentaire et de moyens de subsistance. Les données enregistrées comprennent la localisation de l'association, son certificat d'enregistrement valide, les coordonnées des membres de l'association, le type d'activité et le compte bancaire de l'association. La base de données sera utile pour concevoir d'autres projets complémentaires visant à améliorer la sécurité alimentaire et l'accès aux moyens de subsistance des groupes vulnérables.
2. Le renforcement des capacités des OSC de la SECAL  
Afin d'améliorer les capacités de ces OSC de SECAL, elles ont reçu différents modules de formation dans le cadre du programme We are Able! Outre l'acquisition de connaissances et de compétences agricoles et techniques spécifiques en fonction de leurs intérêts et de leurs



Photo: Jessica Blum

besoins, les associations et leurs membres ont été formés sur des sujets spécifiquement liés aux activités commerciales, afin de s'assurer qu'ils disposent de meilleurs plans d'affaires pour demander des prêts financiers auprès des services et institutions financières. Les sessions de formation ont porté sur la comptabilité, l'esprit d'entreprise, la gestion de projet et les compétences juridiques. En outre, les membres de l'organisation ont été formés au lobbying et à la défense des intérêts.

### 3. L'accès aux ressources financières

Les organisations étant légalisées et enregistrées par le gouvernement soudanais, elles ont pu obtenir des fonds auprès d'institutions financières. Elles ont pu obtenir des micro-financements et des prêts auprès de banques commerciales et d'autres institutions financières. Parallèlement, l'équipe du programme We are Able! a entamé des discussions avec les institutions financières, qui ont permis de créer un **portefeuille de financement spécial** pour les organisations axées sur les personnes handicapées. En Éthiopie, l'équipe du programme We are Able! a adopté une approche similaire, permettant aux personnes handicapées de contracter des prêts pour acheter des locaux, des outils et des semences. Grâce à ces interventions, les personnes handicapées s'engagent davantage dans des activités formelles génératrices de revenus, en particulier dans l'agriculture.

### Recommandations spécifiques

Nous avons constaté que, grâce à nos interventions, les personnes handicapées ont été encouragées à devenir des membres engagés et productifs de la communauté. Elles sont désormais plus actives dans l'économie locale, en particulier dans les activités agricoles. Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant pour les individus et les organisations. Les institutions financières qui ont permis aux personnes handicapées de faire bouler de neige dans leurs activités économiques ont joué un rôle crucial dans ce changement positif.

Nous avons montré que les personnes handicapées sont capables de travailler et de maintenir leur sécurité alimentaire si nous renforçons leurs capacités et les mettons en contact avec les bonnes opportunités. Il suffit d'une petite intervention de soutien pour que les personnes handicapées voient leur vie changer du tout au tout. C'est pourquoi nous recommandons ce qui suit :

- » Les gouvernements s'efforcent d'offrir aux personnes handicapées la possibilité d'obtenir des prêts ou des subventions de micro-finance. La Banque centrale devrait veiller à ce que les institutions financières adoptent des réglementations et des politiques inclusives. Notre approche a été couronnée de succès au niveau local et devrait maintenant être étendue au niveau national.
- » Les institutions financières et les services gouvernementaux devraient recevoir une formation sur la Convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées, afin de mieux faciliter leur réaction positive à l'égard de la sécurité alimentaire inclusive pour les personnes handicapées.
- » Les banques au niveau national devraient envisager de réserver une partie de leurs budgets de responsabilité sociale à l'accessibilité des personnes handicapées. Cela aiderait grandement les personnes handicapées à démarrer des activités génératrices de revenus, améliorant ainsi leur sécurité alimentaire.

# 5: Rendre les programmes gouvernementaux de sécurité alimentaire accessibles aux personnes handicapées

## Approches pour une sécurité alimentaire inclusive: soutenir les programmes gouvernementaux

L'insécurité alimentaire a de nombreuses causes. Dans les pays couverts par notre programme We are Able!, nous constatons que la perte des moyens de subsistance, l'escalade des prix des denrées alimentaires, l'instabilité politique, le réchauffement climatique, les conflits, les lacunes des politiques de protection sociale, l'exclusion judiciaire et les pratiques discriminatoires en général entravent la sécurité alimentaire des personnes handicapées. L'Éthiopie, comme d'autres pays du programme We are Able!, a mis en place des politiques et des programmes globaux de sécurité alimentaire qui visent à garantir une meilleure sécurité alimentaire aux personnes handicapées. Néanmoins, s'assurer que les personnes handicapées sont incluses dans leur mise en œuvre reste un défi.

## Contexte : Situation des personnes handicapées en Éthiopie

- En Éthiopie, on estime que 95 % des personnes handicapées vivent dans la pauvreté. Les plus vulnérables d'entre elles vivent dans les zones rurales, où les services de base sont limités et où les chances d'accéder à des services de réadaptation ou de soutien sont faibles en raison de l'éloignement. Les personnes handicapées n'ont donc que peu d'options et se tournent le



Photo: Jonneke.nl



plus souvent vers la mendicité pour se nourrir.

- L'Éthiopie compte environ 15 millions d'enfants, d'adultes et de personnes âgées souffrant d'un handicap, soit l'une des prévalences les plus élevées d'Afrique subsaharienne.
- Le Gouvernement Ethiope a mis en place une approche visant à renforcer la sécurité alimentaire dans tout le pays. Ces initiatives sont organisées par le Ministère de l'agriculture et se concentrent principalement sur les moyens de subsistance par le biais d'activités génératrices de revenus. Le gouvernement fournit des budgets pour ces initiatives. Bien que ces programmes ne soient pas spécifiquement axés sur les personnes handicapées, ils se concentrent sur les groupes les plus vulnérables du pays (femmes, personnes handicapées, réfugiés, ménages à faibles revenus).

### **Notre approche :**

En Éthiopie, nous avons veillé à ce que les personnes handicapées bénéficient plus souvent des programmes gouvernementaux existants en matière de sécurité alimentaire. Nous avons utilisé de multiples approches pour y parvenir. En conséquence, les personnes handicapées sont désormais en mesure de s'engager dans des activités génératrices de revenus qui leur assurent un revenu pour elles-mêmes et pour les autres membres de leur ménage. Dans certains cas, cela signifie qu'elles ont reçu leur propre site de travail ou parcelle de terre pour leur travail. Leurs revenus leur permettent de subvenir à leurs besoins de base et d'améliorer ainsi leur sécurité alimentaire. Nos approches visant à garantir que les programmes gouvernementaux intègrent effectivement les personnes handicapées sont les suivantes :

- *We are Able! en tant que partie chargée de la mise en œuvre des programmes gouvernementaux.*

L'équipe We are Able! en Éthiopie a mis en œuvre elle-même un programme d'activités génératrices de revenus (AGR). Elle a pris contact avec le gouvernement pour discuter de la manière dont il pourrait déployer ses programmes d'amélioration de la sécurité alimentaire, en mettant l'accent sur les personnes handicapées. Des discussions fructueuses ont ainsi eu lieu avec le Ministère de l'agriculture, qui a partagé ses expériences en matière de sécurité alimentaire des personnes handicapées. En tant que We are Able!, nous avons l'expérience de personnes handicapées travaillant dans des boulangeries, des ateliers de confection, des élevages de volailles et des usines métallurgiques. Nous avons constaté que ces activités ont renforcé la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des personnes handicapées. Lors de nos discussions avec les gouvernements locaux, nous avons particulièrement insisté sur l'importance de fournir des appareils d'assistance afin de permettre aux personnes handicapées de s'engager dans des activités génératrices de revenus.

- La formation des OPH pour aider le programme gouvernemental à atteindre les personnes handicapées

La devise des personnes handicapées est «rien sur nous sans nous». Afin de garantir une influence durable du programme We are Able!, nous avons formé des organisations de personnes handicapées (OPH) pour qu'elles soient à mesure de défendre leurs intérêts. Elles sont maintenant devenues un interlocuteur précieux pour de nombreux décideurs politiques et fonctionnaires locaux. Elles sont consultées dans le cadre de ce que l'on appelle les comités d'intégration du handicap, où elles défendent la manière dont les politiques gouvernementales interagissent avec la situation de la sécurité alimentaire des personnes handicapées.

- Utiliser les réussites des programmes gouvernementaux pour garantir l'accès aux prêts

En réussissant à faire participer des personnes handicapées à des activités économiques, nous avons montré aux autorités financières telles que les banques et les institutions de microfinance que les personnes handicapées peuvent apporter une contribution précieuse à l'économie. Avec les OPH, nous avons plaidé en faveur de l'inclusion financière des personnes handicapées : elles peuvent désormais contracter des prêts pour acheter des locaux, des outils, des semences ou d'autres équipements de travail.

### **Recommandations spécifiques**

La collaboration entre le programme gouvernemental sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et le programme We are Able! a été fructueuse à notre avis. Nous invitons les gouvernements à adopter cette approche plus largement dans d'autres efforts et programmes de sécurité alimentaire. Nous avons formulé plusieurs recommandations spécifiques à l'intention du gouvernement au niveau national afin d'accroître la sécurité alimentaire des personnes handicapées.

Notre principale recommandation pour les acteurs de la politique nationale est **d'inclure les organisations de personnes handicapées dans les phases de planification et de mise en œuvre des programmes de renforcement de la sécurité alimentaire**, tels que ceux organisés par le ministère de l'Agriculture. Les organisations de personnes handicapées ont une connaissance de la communauté locale et sont donc un atout majeur pour s'assurer que les programmes sont optimisés en fonction de l'environnement local. Cette approche devrait être élargie non seulement aux OPH liées à We are Able! mais aussi à une plus grande échelle et dans d'autres régions. Les éléments spécifiques de cette collaboration sont les suivants :

- » **Dans le cadre du processus de planification des programmes de sécurité alimentaire**, les personnes handicapées devraient être consultées sur la manière de rendre les programmes inclusifs pour les personnes handicapées, selon le principe «rien sur nous sans nous». En outre, les OPH devraient faire partie de l'approche utilisée pour améliorer la sécurité alimentaire, par exemple en incluant les OPH dans la sélection des participants à ces programmes gouvernementaux.
- » **Dans la phase de mise en œuvre**, les OPH devraient, en plus d'aider à la sélection des participants, être un partenaire dans le suivi et l'évaluation des programmes gouvernementaux. Grâce à leur connaissance de la communauté locale, ils constituent un atout précieux. Il convient en particulier d'être attentif à la situation des femmes handicapées à cet égard, car du fait de l'intersection entre le fait d'être une femme et celui d'avoir un handicap, elles deviennent plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.
- » **Lors de la mise en œuvre**, veillez à ce que les personnes handicapées aient accès à des appareils d'assistance. Avec le soutien adéquat, les personnes handicapées peuvent s'épanouir. Pouvoir se déplacer et travailler est un droit fondamental ainsi qu'une nécessité pour elles, et le gouvernement pourrait jouer un rôle central dans ce domaine.
- » **Lors des discussions avec les institutions financières**, le gouvernement devrait promouvoir l'inclusion financière des personnes handicapées. La possibilité d'obtenir un prêt, une hypothèque ou une subvention de micro-finance peut donner un coup de fouet aux activités économiques d'une personne vivant avec un handicap, ce qui augmentera considérablement le revenu de son ménage et, par conséquent, sa sécurité alimentaire. Les OPH pourraient jouer un rôle de lien dans ces discussions, afin de mieux comprendre la situation des personnes handicapées.